

LE MAUVAIS VOTE : L'ABSTENTION ATTENTION !



Khalid Damoun

Nous sommes dans une année d'élections. On voit depuis plusieurs années une baisse de la participation électorale généralisée à toutes les élections. Ceci peut s'expliquer par deux idées très diffusées.

La première, dit que « *quel que soit l'élu et son parti, il ne produira aucun changement réel et positif pour notre société* » : c'est la voie du désespoir à laquelle il ne faut pas céder. La deuxième idée, est celle du « *ils sont tous pourris* » : c'est tout aussi faux ! En votant massivement, on peut mieux mettre l'accent sur l'éthique en politique.

Par contre, lorsque l'on ne se déplace pas jusqu'aux urnes pour voter le risque est énorme : laisser le champ libre à des candidats très dangereux pour la cohésion sociale et l'unité.

Les électeurs de certains candidats, dangereux pour notre société, sont eux tous présents et mobilisés le jour du vote. Quand bien même ils sont minoritaires, ils paraissent majoritaires face à l'ensemble des votants.

Pour rappel, la date limite d'inscription sur les listes électorales est le 4 mars pour la présidentielle et le 4 mai pour les législatives.

Notre pays a besoin de vous : allez voter !

POUR QUE LE LOGEMENT FASSE (ENFIN) IRRUPTION DANS LE DÉBAT NATIONAL !



Maria-Blanca Fernandez

Après le rapport de la fondation Abbé-Pierre, avec le monde du logement qui ne cesse d'alerter depuis cinq ans, vos élus socialistes appellent à l'irruption du logement dans le débat et à une mobilisation nationale pour le logement :

- Pour que soit réaffirmé l'effort de production nécessaire de logements, notamment sociaux, à hauteur d'au moins 150 000 par an (dont une part prépondérante de logements très sociaux) et l'exigence de solidarité nationale entre les villes ;

- Pour que soit pris à bras-le-corps l'enjeu de maîtrise des coûts (avec notamment la création de foncières publiques) et des prix (avec la mise en place effective de l'encadrement des loyers) ;

- Pour que soit engagée la lutte contre la précarité énergétique à travers un grand plan pluriannuel de rénovation des bâtiments et l'instauration d'un tiers payant qui permette de différer le remboursement des travaux au moment de la vente du bien ;

- Pour en faire un enjeu de pouvoir d'achat par la mise en place d'un bouclier logement pour les locataires les plus fragiles.

Réaffirmons dans le débat national que le logement est au cœur des préoccupations quotidiennes et du pouvoir d'achat des Français ! Réaffirmons qu'il est avant tout un droit universel et un bien commun dans notre société, et qu'il nous faut bâtir une nouvelle sécurité sociale du logement.

groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr - 01 40 85 63 56
BP10 / 92 230 Gennevilliers

RÉVEIL BRUTAL



Richard Merra

Nous avons atteint les limites des idéologies solidement installées par deux siècles d'histoire. Elles se sont structurées sur la forme industrielle de la production, et sur sa consommation de masse induite qui participait à de meilleures conditions de vie. Aussi, la relation humaine ne s'émancipera-t-elle pas de l'échange économique.

Le corolaire sera ce consensus politique qui a défini le « Progrès » à partir de la toute-puissance de l'activité humaine sur la Nature. Le Productivisme imposera ses règles. Il organisera les termes d'une compétition partagée par tous. L'incidence sur l'écosystème planétaire restera un angle mort !

C'est sur la seule distribution des fruits de la croissance que se constitueront les distinctions idéologiques. La lutte de classes qui en est une traduction réaliste, induira l'imaginaire d'une société subordonnée au conflit entre exploités et exploités. Le fondement de ce qui est perçu comme vital n'autorise alors pas d'alternative à une dualité opposant alliés et ennemis. Cette opposition conviendra aux deux camps, tant elle est efficace politiquement.

Le réveil est brutal lorsque s'écroule la mythologie du productivisme aux funestes conséquences pour le vivant. Brutal, car la mutation est violente. Nous n'avons en effet pas deux siècles à disposition pour une évolution douce d'un logiciel à bout de souffle.

Il vaudrait mieux que l'inquiétude générée ne provoque pas des régressions vers la pensée binaire. En effet, la vision du monde qui déterminera les projets de société ne peut se réduire au seul deuil de relations humaines fondées sur l'économie. « L'habitabilité de la terre* » impose désormais des contraintes qui bousculent d'autres concepts, comme celui de Liberté (cf. la pandémie).

De la Philosophie au Droit, des Sciences aux Théologies, en passant par les Créations Artistiques, c'est l'ensemble de ce qui constitue une société humaine dépendante du Vivant et de l'Environnement qui est interrogé.

* Bruno Latour

SOUTIEN CONTINU ET TRANSPARENT



Mohamed Grichi

La Ville, et ce depuis de très nombreuses années, attache beaucoup d'importance à son tissu associatif local qui prolonge activement les axes de la politique sportive locale. Plus de 50 associations contribuent à notre politique volontariste dans ce domaine pour développer des actions structurantes pour la jeunesse mais aussi pour tous les publics, favorisant ainsi le bien-être, l'épanouissement, la santé...

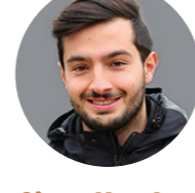
C'est dans cet esprit que la majorité municipale a validé en mars 2021 la proposition de critères transparents et équitables pour les associations sportives, permettant de déterminer le montant des subventions allouées aux clubs sportifs. Elles s'élèvent à 1,5 million d'euros auxquels il faut ajouter les dépenses permettant le bon fonctionnement des installations mises à disposition à titre gratuit soit près de 2,5 millions d'euros/an entre les subventions directes et indirectes.

Par ailleurs, la municipalité, contrairement à beaucoup de villes en France, a décidé de maintenir en 2021 et 2022, à même hauteur que les années précédentes, les subventions des associations malgré une baisse significative des dotations de l'État et un contexte sanitaire ayant conduit celles-ci à interrompre leur activité auprès de leurs adhérents et à fragiliser leur équilibre économique.

La détermination des critères est le fruit de multiples rencontres partenariales menées avec l'ensemble des associations sportives. Pendant deux ans, des échanges multiples et participatifs avec l'ensemble des associations (près de 100 participants pour une cinquantaine d'associations) ont permis d'aboutir sur des critères partagés et consensuels. Ainsi, le Conseil Local du Sport a été réuni le 1^{er} avril 2021 pour discuter, échanger et partager les objectifs. Il traduit l'attachement de la ville au tissu associatif sportif par l'intermédiaire de ses forces vives : bénévoles et salariés rendant un service public de qualité auprès des Genevillois.

De nombreuses villes aujourd'hui nous contactent pour prendre exemple sur le travail réalisé par la Ville.

JE VOTE DONC J'AGIS !



Sinan Karakus

Le vote est un acte par lequel un citoyen participe, en se prononçant dans un sens déterminé, au choix de ses représentants ou à la prise d'une décision. Le bulletin glissé dans l'urne permet d'exprimer ou de pouvoir exprimer une opinion. Il n'est pas nécessaire d'être sous l'emprise d'une idéologie ou d'être encarté, il s'agit de se préoccuper dans la mesure d'une conscience politique du destin de la cité. Certains « démocrates-sceptiques » diront que voter ne sert à rien et que les élections se succèdent et rien ne change.

Aujourd'hui, la démocratie est aux mains de l'arrogance technocratique qui prétend faire notre bonheur, sans nous consulter. Certains veulent nous convaincre que notre parole est portée par la démission démagogique qui accepte sans discussion la sanction de la demande qu'elle se manifeste à travers les enquêtes de marché, les scores de l'audimat ou les cotes de popularité. Ces gens oublient que les sondages ne sont pas les élections.

Notre démocratie n'est plus le pouvoir par le peuple et pour le peuple, elle n'est plus portée par un régime représentatif. Notre démocratie est devenue médiatique. Ceux qui contrôlent les médias ont le monopole de la parole publique. Ils distribuent le droit de s'exprimer dans l'iniquité la plus totale. La xénophobie, le racisme, la haine, la sédition sont devenus des moteurs idéologiques qui ont pignon sur médias. Nous devons rester lucides et ne nous laissons pas impressionner par les marchands de sable.

Les problèmes de notre quotidien sont jetés derrière les discours infâmes qui nous recommandent la docilité. Nous devrions chercher refuge dans le giron d'une classe politique qui nous promet les pires catastrophes, si nous refusons d'abdiquer notre liberté aux profits des extravagances des marchés de la haute finance. Refusons de céder aux chantages de ces représentants de malheurs. Ces gens ne peuvent plus nous décevoir car nous n'avons plus aucune confiance en eux.

Ne pas voter, c'est être un complice passif de ce système des profiteurs qui méprisent les classes laborieuses et prétendent nous diviser et nous affaiblir dans notre capacité de résister. Le fondateur de la croix rouge disait : « *Seuls ceux qui sont assez fous pour penser qu'ils peuvent changer le monde y parviennent.* »

Voter est un geste simple pour un individu et un chef-d'œuvre vital pour notre démocratie.

Pour nous écrire : ensemblepour-genevilliers92230@gmail.com

HOMMAGE ET DEVOIR DE RECONNAISSANCE À NOS AÎNÉS



Karine Chalah

Nous observons que la vieillesse constitue une période de plus en plus longue de la vie.

Les progrès de la science et l'amélioration des conditions de vie contribuent à l'allongement de la durée de vie. Mais les inégalités sociales demeurent et les représentations sociales oscillent entre la vision positive et la vision stigmatisante de la vieillesse.

Nous constatons que les Chibanis sont souvent qualifiés « d'invisibles » ou « d'oubliés » et leur situation se dégrade de plus en plus.

Il est important de rappeler que les Chibanis sont arrivés durant Les Trente Glorieuses pour reconstruire la France de l'après-guerre. Et que souvent les Chibanis ont mené une vie laborieuse dans la douleur de l'exil.

En effet à Gennevilliers, les Chibanis sont désignés comme les anciens travailleurs immigrés des usines « Chaousson » généralement maghrébins, mais également originaires d'Afrique, retraités immigrés, mais aussi d'anciens soldats ayant servi au sein de l'armée française.

Aussi, nous pouvons constater que depuis de nombreuses années leur situation ne s'améliore pas. Et que leurs droits sont bafoués.

D'ailleurs, n'ayant pas la nationalité française, ils touchent une retraite beaucoup moins valorisée.

Ils sont retraités mais ils vivent dans des conditions souvent indignes, dans des foyers. Leur vulnérabilité est doublée parfois par la barrière de la langue, qui les fait passer à côté de leurs droits fondamentaux.

Il s'agit de rappeler que le groupe de la majorité municipale refuse de traiter le problème lié aux Chibanis et se cantonne à une instrumentalisation.

C'est pourquoi, nous pensons que nous devons mieux accompagner les Chibanis, qui sont genevillois, en favorisant leur accès au logement social afin d'améliorer leur quotidien et de leur redonner plus de dignité.

URGENCE : RÉINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE



Philippe Hallais

La pandémie a été un terrifiant révélateur de l'état déplorable de notre industrie. Nous avons ainsi découvert que les éléments nécessaires pour lutter contre l'épidémie (masques, paracétamol, équipements respiratoires...) n'étaient pas produits en France. Les délocalisations non contrôlées ont développé notre dépendance aux productions étrangères, avec pour effet collatéral une augmentation du chômage. L'humiliation a été à son comble, lorsqu'il s'est avéré que la France sera le seul grand pays à ne pas avoir conçu rapidement un vaccin.

Ce diagnostic est dans le droit fil de la politique industrielle depuis 40 ans. La liste des abandons est longue : à titre d'exemples, la métallurgie avec ArcelorMittal, l'énergie avec la vente d'Alstom Énergie à General Electric, les télécommunications avec la cession de Alcatel à Nokia... Ces opérations ont été réalisées principalement par les gouvernements depuis 2012, parfois à la limite de la déontologie.

La situation est aggravée par les positions de l'Union Européenne, qui exige une réduction des gaz à effet de serre, alors que l'Europe en émet fort peu.

En janvier, le gouvernement a exigé qu'EDF vende l'électricité à perte à ses propres concurrents ! C'est la solution insensée que nos dirigeants ont imaginée pour que nos compatriotes ne subissent pas une hausse du prix de l'électricité de plus de 4%.

Pour réindustrialiser, il nous faut :

- Améliorer la productivité par moins d'impôts, moins de taxes (France championne du monde dans ce domaine).

- Réduire cette contrainte absurde des gaz à effet de serre qui ne concerne pas notre pays (nous n'émettons que 0,9% de l'ensemble des gaz à effet de serre).

- Remettre en cause la loi énergétique, bloquant le développement du nucléaire (sans une énergie abondante, pilotable et économique, aucune industrie ne peut se développer économiquement)
- Arrêter la mise en place des énergies prétendument renouvelables, notamment les éoliennes.

- Permettre la relocalisation de certaines industries par des aides financières, mais également en réduisant les procédures chères à notre administration, provoquant une instabilité des normes. Certaines activités délocalisées ne « reviendront » sur le territoire national que si ces conditions de taxes et de normes sont économiquement acceptables.

En conclusion, un ministère chargé de la réindustrialisation doit être rapidement mis en place dans notre pays.

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

MARS 2022

LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES DANS CES PAGES
N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION
DU SITE DE LA VILLE